

UNION - TRAVAIL - JUSTICE

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

NOUVEAU TARIF D'ABONNEMENT EN FRANCS CFA

DESTINATIONS	1 an	6 mois
Libreville	26 000	13 000
Intérieur Gabon	28 000	14 000
Afrique équatoriale, Nigéria - Zaïre	30 000	15 000
Autres pays d'Afrique noire francophone	31 000	15 500
Autres pays d'Afrique	32 000	16 000
France	32 000	16 000
Europe	36 000	18 000
Amérique, Moyen-Orient	40 000	20 000
Asie, Océanie	42 000	21 000

Toute provision pour insertion devra être faite exclusivement par chèque, mandat postal ou virement au nom de Monsieur le Directeur «des Publications officielles» à Libreville, Compte Courant Postal N° 0101 100 2534, centre de Libreville.

ANNONCE

1 000 F la ligne de 50 lettres, signes ou espaces, les lignes de titre ou d'un corps autre que le corps principal comptant double.

Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 500 francs.

Tarif au numéro : 2 000 F quel que soit le numéro ou l'année.

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES

«DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES» – LIBREVILLE – B.P. 563 – TÉL. : 76.20.00

Ceux-ci sont payables d'avance, mandat ou virement au nom de M. le Directeur «des Publications officielles» à Libreville
Compte courant postal N° 0101 100 2534, centre de Libreville

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE****ASSEMBLEE NATIONALE**

Loi N° 2/96 du 11 mars 1996, portant statut particulier des personnels du Service de santé militaire.....	41
Loi N° 3/96 du 6 mars 1996, portant création et fixant les attributions et l'organisation de la Garde républicaine.	48
Loi N° 4/96 du 11 mars 1996, fixant le régime des pensions de l'Etat.....	49
Loi N° 5/96 du 11 mars 1996, fixant le régime particulier des pensions de retraite des membres du Gouvernement et des membres de l'Assemblée nationale.....	55
Loi N° 6/96 du 6 mars 1996, approuvant le budget de l'Etat, gestion 1996 (voir numéro spécial 3 bis).	

Loi N° 7/96 du 12 mars 1996, portant dispositions communes à toutes les élections (voir numéro spécial 3 ter).

COUR CONSTITUTIONNELLE

Décision N° 2/CC du 4 mars 1996, relative à une requête présentée par des députés à l'Assemblée nationale aux fins de voir déclarer irrégulière la procédure qui a abouti à l'adoption de la loi N° 7/96, portant dispositions communes à toutes les élections politiques.....	57
Décision N° 3/CC du 18 mars 1996, relative à une requête présentée par le président de la République aux fins d'interprétation des articles 19, 34, 35, 37, 40 et 41 de la Constitution.....	59

Décision N° 4/CC du 20 mars 1996, se rapportant à l'examen de la loi organique N° 10/96, relative aux conditions d'éligibilité du président de la République.....	60
Décision N° 5/CC du 25 mars 1996, se rapportant à l'examen de la loi organique N° 11/96, relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale.....	60
Décision N° 6/CC du 27 mars 1996, se rapportant à l'examen de la loi organique N° 8/96, relative à l'élection des sénateurs.....	61

**MINISTÈRE DES FINANCES, DE
L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES
PARTICIPATIONS**

Arrêté N° 98/MEFBP/TPG du 14 mars 1997, instituant une régie de recettes à la Radio Télévision Gabonaise (chaîne Une et chaîne Deux).....	62
Arrêté N° 99/MFEB/PART du 11 mars 1997, portant classement des agences comptables, fixant le	

cautionnement et déterminant le régime de rémunération des agents comptables.....	63
-----------------------------------------------------------------------------------	----

ACTES EN ABREGÉ

- Décrets en abrégé.....	64
- Décisions en abrégé.....	64
- Propriété minière - forêts - domaines et conservation foncière, curatelle.....	65

PARTIE NON OFFICIELLE

**ANNONCES LEGALES, AVIS ET
COMMUNIQUE**

- Procès-verbal de compromis en date du 16 mars 1996, concernant les hoirs NDONG.....	96
---------------------------------------------------------------------------------------	----

Cette restitution est poursuivie par le Trésor comme en matière de contribution directes.

Article 76 : Les modalités d'application de la présente loi seront fixées par décrets pris en conseil des ministres.

Article 77 : La présente loi et ses textes d'application constituent le code des pensions civiles et militaires de l'Etat. Ce code s'applique au premier janvier 1995.

Article 78 : La présente loi qui abroge toutes les dispositions antérieures, notamment les lois N°s 7/60 du 6 mai 1960 et 14/94 du 23 décembre 1994.

Elle abroge la loi N° 15/78 du 7 décembre 1978, sauf pour les agents dont la pension est déjà concédée et sauf pour ceux dont la limite d'âge est antérieure au 1er janvier 1995 en ce qui concerne la constitution de leur droit et la liquidation de leur pension, les autres dispositions de la présente loi leur étant applicables.

Elle sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 11 mars 1996

Par le président de la République,
chef de l'Etat

El Hadj Omar BONGO

*Le Premier ministre,
chef du Gouvernement*
Dr Paulin OBAME NGUEMA

*Le ministre de la Fonction
publique et de la Réforme administrative*
Simon OYONO ABA'A

*Le ministre d'Etat,
ministre de la Justice,
Garde des Sceaux*
Max REMONDO

*Le ministre de la Défense
nationale, de la Sécurité
et de l'Immigration*
Général Idriss NGARI

*Le ministre des Finances,
de l'Economie, du Budget
et des Participations*
Marcel DOUPAMBY MATOKA

*Le ministre de l'Intérieur,
de la Décentralisation et de
la Sécurité mobile*
Louis, Gaston MAYILA

Loi N° 5/96, fixant le régime particulier des pensions de retraite des membres du Gouvernement et des membres de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le président de la République, chef de l'Etat promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier : La présente loi, prise en application des dispositions légales régissant le régime général des pensions de l'Etat, fixe le régime particulier des pensions de retraite des membres du Gouvernement et des membres de l'Assemblée nationale.

Article 2 : La pension, objet de la présente loi, est une allocation pécuniaire, personnelle et viagère, accordée, en rémunération des services accomplis jusqu'à la cessation de leurs fonctions, aux membres du Gouvernement et aux membres de l'Assemblée nationale conformément aux dispositions des articles 25 et 28 ci-dessous.

Article 3 : Bénéficient également des dispositions de la présente loi les ayants-cause des allocataires visés à l'article 2 ci-dessus.

Chapitre I : Dispositions générales

Article 4 : Le droit à pension s'acquiert sans limitation d'âge.

Article 5 : Tout membre du Gouvernement ou tout membre de l'Assemblée nationale qui cesse d'exercer ses fonctions sans avoir acquis un droit à pension est reversé dans le régime des pensions auquel il était assujéti avant son entrée en fonction ou auquel il est assujéti dans son nouvel emploi.

Les années d'exercice des fonctions sont alors de plein droit validées dans ce régime, sans rachat par le bénéficiaire, sans bonification et sans reversement à l'intéressé des retenues perçues en application des dispositions de l'article 10.

En cas d'impossibilité de rattachement à un autre régime, l'intéressé peut prétendre au remboursement des retenues effectuées en application des dispositions de l'article 10.

Article 6 : Lorsqu'un double droit à pension est acquis, au titre de député et au titre de membre du Gouvernement, l'intéressé choisit le régime qui lui sera appliqué.

Ce choix est irrévocable.

Les périodes effectuées au titre du régime non choisi sont automatiquement validées au titre du régime choisi, à condition qu'elles soient postérieures à l'acquisition du droit à ce dernier régime.

Les modalités de la validation sont précisées par décret.

Article 7 : La jouissance de la pension est différée jusqu'à l'âge de 50 ans révolus.

Article 8 : Le membre du Gouvernement ou le membre de l'Assemblée nationale qui a acquis un droit à pension perçoit une allocation d'attente mensuelle si la date d'entrée en jouissance de sa pension n'est pas atteinte.

Cette allocation d'attente, imputée au présent régime des pensions, s'élève à trois fois la rémunération afférente à l'indice minimum de la catégorie A hiérarchie A1 de la fonction publique.

Elle est portée à cinq fois cette rémunération si l'intéressé justifie de dix ans effectifs de fonctions constitutives de droit.

Elle est versée pendant six mois et dans les limites des dispositions de l'article 9 ci-après.

Article 9 : Le paiement de l'allocation d'attente est suspendu si le bénéficiaire exerce une activité rémunérée. Toutefois, si cette rémunération est inférieure au montant de l'allocation, celle-ci est versée pour la différence.

Article 10 : En vue de la constitution de ses droits à pension, tout membre du Gouvernement, tout membre de l'Assemblée nationale, subit une retenue de 10% sur sa rémunération.

Les modalités de cette retenue sont fixées par voie réglementaire.

Article 11 : La base liquidable de la pension est constituée de la rémunération la plus élevée perçue pendant la durée des fonctions.

Article 12 : Les pensions sont concédées par arrêté du ministre chargé des Finances et versées mensuellement à terme échu.

Article 13 : Les pensions concédées sont périodiquement revalorisées en fonction de l'évolution de l'indice des prix en République gabonaise, établi par les services compétents de l'Etat.

Toutefois, la revalorisation ne peut avoir pour effet de porter ces pensions à niveau supérieur à celui de pensions rémunérant les mêmes services qui seraient liquidées à la date de la revalorisation.

Article 14 : Le conjoint survivant et l'orphelin de l'ayant-droit bénéficient respectivement d'une pension de réversion et d'une pension d'orphelin dans les conditions de la loi portant régime général des pensions de l'Etat.

Article 15 : La pension obtenue au titre du présent régime n'est pas cumulable avec une rémunération d'activité publique.

Si cette rémunération est inférieure au montant de la pension, celle-ci est versée pour la différence par le régime des pensions.

Article 16 : La pension obtenue au titre du présent régime n'est pas cumulable avec toute autre pension servie par un régime obligatoire de protection sociale.

Article 17 : Tout membre du Gouvernement, tout membre de l'Assemblée nationale atteint d'infirmités résultant de blessures ou de maladies contractées dans l'exercice de ses fonctions ou de son mandat bénéficie d'une rente d'invalidité lorsque ces blessures ou ces maladies lui ont occasionné une incapacité permanente.

La jouissance de cette rente est différée jusqu'à la cessation effective des fonctions de l'intéressé. Elle est interrompue s'il exerce à nouveau des fonctions de membre du Gouvernement ou de l'Assemblée nationale.

Article 18 : Si l'incapacité est totale, la rente est égale au montant maximum de la pension que l'intéressé pouvait obtenir à la date de l'incapacité. Lorsque l'intéressé ne dispose pas encore d'un droit à pension, la rente correspond à la rémunération de quinze annuités.

Si l'incapacité n'est que partielle, la rente s'établit au prorata de la pension de l'alinéa précédent.

Elle est au moins égale à l'allocation d'attente, à laquelle elle se substitue.

Article 19 : A l'âge de 50 ans, la pension de retraite se substitue à la rente d'invalidité. Elle ne peut être inférieure au montant de celle-ci.

Article 20 : En cas de décès dans l'exercice de ses fonctions, une pension à jouissance immédiate est attribuée aux ayants-cause dans les conditions fixées par les textes régissant le régime général des pensions de l'Etat sur la base de la rente d'invalidité ou de la pension dont l'intéressé aurait pu jouir.

Article 21 : La présente loi s'applique aux pensions concédées antérieurement en ce qui concerne les modalités d'obtention de la pension des ayants-cause et les modalités de revalorisation.

Article 22 : Les membres du Gouvernement et les membres de l'Assemblée nationale dont les fonctions se sont achevées avant la mise en vigueur de la présente loi restent régis pour la constitution de leurs droits et la liquidation de leur pension par les dispositions sous lesquelles ils ont acquis ces droits.

Les autres dispositions de la présente loi leur sont applicables.

Article 23 : Les pensions de retraite des membres du Gouvernement et des membres de l'Assemblée nationale sont retracées en ressources et en charges dans un compte spécial du Trésor public. La situation de ce compte sera communiquée chaque année au Gouvernement et à l'Assemblée nationale, lors de la préparation de la loi de finances.

Article 24 : Les textes régissant le régime général des pensions de l'Etat s'appliquent aux bénéficiaires de la présente loi sauf en ce qui concerne les dispositions dérogatoires.

Chapitre II

Des dispositions propres aux membres du Gouvernement

Article 25 : Le droit à pension est acquis à tout membre du Gouvernement ayant trente mois de fonctions dans un ou plusieurs gouvernements.

Article 26 : Le membre du Gouvernement qui, postérieurement à l'acquisition de son droit à pension devient député, obtient validation automatique au titre du régime de retraite de membre du Gouvernement des périodes en fonctions à l'Assemblée nationale lorsqu'elles ne couvrent pas trente mois d'une même législature.

Dans le cas contraire, il lui est fait application des dispositions de l'article 6 ci-dessus.

Article 27 : La durée des fonctions s'expriment en annuités :

- les trente premiers mois sont bonifiés et comptés pour 15 annuités;
- toute période complémentaire complète de six mois est bonifiée et comptée pour une annuité;
- à partir de cinq années de fonction, la durée des fonctions est bonifiée au maximum de 30 annuités.

Chapitre III

Des dispositions propres aux membres de l'Assemblée nationale

Article 28 : Le droit à pension est acquis à tout membre de l'Assemblée nationale ayant 30 mois de fonctions dans une ou plusieurs législatures.

Article 29 : La durée des fonctions s'exprime en annuités :

- les trente premiers mois sont bonifiés et comptés pour 15 annuités;
- toute période complémentaire complète de six mois ou d'une session parlementaire est bonifiée et comptée pour une annuité;
- à partir de cinq années de fonctions, la durée des fonctions est bonifiée au maximum de 30 annuités.

Article 30 : Les périodes passées au Gouvernement par un député, au cours d'une législature, sont validables sur demande de l'intéressé pour l'obtention du droit à pension de membre de l'Assemblée nationale dans les conditions de l'article 29 ci-dessus.

Article 31 : Le député qui, postérieurement à l'acquisition de son droit à pension devient membre du Gouvernement, obtient validation automatique au titre du régime de retraite de membre de l'Assemblée nationale des périodes en fonctions au Gouvernement lorsqu'elle n'ont pas duré trente mois.

Dans le cas contraire, il lui est fait application des dispositions de l'article 6 ci-dessus.

Chapitre IV

Des prestations sociales

Article 32 : Le membre du Gouvernement ou le membre de l'Assemblée nationale admis à la retraite bénéficie des allocations familiales conformément à la réglementation en vigueur.

Chapitre V

Des dispositions transitoires

Article 33 : les modalités d'application de la présente loi seront fixées par décret pris en conseil des ministres dans un délai de deux mois à compter de la date de promulgation.

Article 34 : La présente loi abroge : les lois N°s 41/59 du 12 novembre 1959, 1/86 et 4/86 du 18 juin 1986 et N° 15/94 du 23 décembre 1994, ainsi que toutes les dispositions antérieures contraires des lois N°s 16/60 du 24 mai 1960, 8/68 du 4 juin 1968, modifiée par la loi N° 13/75 du 4 juin 1975 et de l'ordonnance N° 56/75 du 3 octobre 1975.

Article 35 : La présente loi qui prend effet à compter du 20 novembre 1990 sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 11 mars 1996

Par le président de la République,
chef de l'Etat

El Hadj Omar BONGO

Le Premier ministre,
chef du Gouvernement
Dr Paulin OBAME NGUEMA

*Le ministre d'Etat, ministre
de l'Habitat de l'Urbanisme,
du Cadastre, de la Ville et du
Bien-être, chargé des
Relations avec le Parlement*
Jean-François NTOUTOUME EMANE

*Le ministre des Finances,
de l'Economie, du Budget
et des Participations*
Marcel DOUPAMBY MATOKA

Cour constitutionnelle

Décision N° 2/CC, relative à une requête présentée par des députés à l'Assemblée nationale aux fins de voir déclarer irrégulière la procédure qui a abouti à l'adoption de la loi N° 7/96, portant dispositions communes à toutes les élections politiques.

Au nom du Peuple gabonais,
La Cour constitutionnelle,

Vu la requête en date du 23 février 1996, présentée par MM. Jean-Bernard SAULNEROND-MAPANGOU, Jean-Bernard M'PANINGANI-N'GOWET, Dieudonné PAMBO, Jules BOURDES-OGOULIGUENDE, Frédéric MBOUMBA-MOUYOLI, Paul BIYOGHE-MBA, Jean-Louis OBAME-ABESSOLE, Anaclé BISSIELO, Thomas MOUELE-MADOUNGOU, Bonjean, François ONDO, Louis-Marie EKABANE-OBAME, Laurent, Thierry ESSONE-NDONG, Pierre, Louis AGONDJO-OKAWÉ, Léon MBOU- YEMBIT et Mme Albertine MAGANGA-MOUSSAVOU, députés à l'Assemblée nationale;

Vu la Constitution;

Vu la loi organique N° 9/91 du 26 septembre 1991, modifiée par la loi organique n° 13/94 du 7 septembre 1994 sur la Cour constitutionnelle;

La Rapporteur ayant été entendu;

1 - Considérant que les requérants ont saisi la Cour constitutionnelle aux fins de voir déclarer irrégulière la procédure qui a abouti à l'adoption de la loi soumise à son examen; qu'ils font valoir à cet effet que le principe de la hiérarchie des normes n'a pas été respecté du fait qu'en dépit